

4 International

«Nous payons l'apaisement à l'égard de la Serbie»

BALKANS Pour la ministre kosovare de l'Economie, Artane Rizvanolli, son pays est une «success story», rendue possible par l'intervention de l'OTAN il y a 24 ans

PROPOS RECUEILLIS PAR LUIS LEMA
@luislema



«Le Kosovo est aujourd'hui la démocratie la plus solide de la région»

A Genève à l'occasion du Congrès mondial des Chambres de commerce, la ministre de l'Economie du Kosovo, Artane Rizvanolli, défend les progrès de son pays et rappelle que 10% de la population kosovare réside en Suisse

Vous défendez à Genève l'idée d'un Kosovo qui est en pleine forme du point de vue économique. Les deux dernières années, nous avons connu une croissance moyenne supérieure à 8%. Notre pays a montré un fort rebond et une grande capacité de résilience après la crise du covid. Notez bien que Berne est un partenaire clé pour nous à cet égard. Environ 20% de nos investissements étrangers directs concernent la Suisse et nos exportations vers votre pays croissent très rapidement, à un rythme de 35% depuis quatre ans.

Les fonds que les Kosovars de Suisse renvoient au pays sont une importante ressource. Voyez-vous cette situation comme un échec ou plutôt comme une aubaine? Nous avons un taux de sous-emploi de 20%, ce qui reste trop élevé, surtout chez les jeunes. Notre objectif et nos efforts visent à développer un pays dans lequel tout le monde voudrait vivre. L'émigration est certes un phénomène normal, mais nous essayons de créer des conditions où chacun pourrait avoir le choix de revenir ou non. Notez que nous investissons beaucoup dans notre jeunesse afin d'adapter ses compétences aux besoins du marché. Le Kosovo, dont la population est souvent multilingue, est déjà devenu un pôle de métiers externalisés, dans le design ou la tech. En même temps, nous reconnaissons aussi le capital humain, les compétences et l'expertise des membres de notre diaspora à l'étranger, et notamment en Suisse où l'on estime que résident au moins 200 000 Kosovars, soit 10% de la population.

Un quart de siècle après avoir accédé à l'indépendance, êtes-vous toujours au milieu du gué? Vingt-quatre ans après notre libération, qui a été rendue possible par l'intervention de l'OTAN pour arrêter le nettoyage ethnique et le génocide, il ne fait pas de doute que le Kosovo est une *success story*. Nous avons aujourd'hui la démocratie la plus solide de la région, dont les résultats sont visibles selon des indicateurs tels que la lutte contre la corruption ou les réformes destinées à consolider l'Etat de droit.

Ces deux dernières années, nous avons entrepris des mesures importantes contre le secteur informel et plus largement contre ce qui fait barrière à l'investissement, local ou international, et à une concurrence libre et juste. Tout cela a déjà été remarqué, de la part de pays comme l'Allemagne ou la Suisse, et de la part de la diaspora qui y réside. Quand est-ce que cela sera pleinement reconnu par nos autres partenaires européens? C'est une autre question.

Précisément. Les tensions récentes dans les régions serbes du nord du pays vous ont valu des critiques sévères de la part des Américains et des Européens. Le Kosovo n'est-il plus considéré comme le bon élève? Je dirais plutôt que c'est la première fois que nous ne sommes pas dépeints comme le bon élève, c'est une nuance importante. Ce que nous disons très clairement, c'est que nous voulons un pays dans

lequel tous ces progrès, économiques, démocratiques, doivent être partagés par l'ensemble des citoyens du Kosovo, qu'ils soient Serbes, Albanais, Roms, ou Ashkalis. Tous doivent se sentir libres d'exprimer leurs vues, de participer à la vie politique et sociale du pays et d'élire librement ceux qui les représenteront. Ils ont le droit aussi de vivre dans un environnement qui n'est pas sous l'emprise du crime organisé et de la violence. Malheureusement, la population qui vit dans les municipalités du nord actuellement sous tension est utilisée et manipulée par le régime autoritaire de Belgrade.

Vous trouvez les Occidentaux trop accommodants envers le président serbe, Aleksandar Vucic? Tout se passe, en effet, comme si nous payions le prix d'une volonté d'apaisement à l'égard du régime serbe. Or c'est particulièrement troublant au moment même où la communauté internationale se rend compte qu'elle subit aujourd'hui les conséquences d'une trop grande volonté d'apaisement vis-à-vis de la Russie de Vladimir Poutine.

Dans le nord du Kosovo, le crime organisé a pu fleurir dans ces communes et les laboratoires de drogue ou la contrebande illégale profitent notamment du fait que l'électricité n'est pas payée dans ces municipalités, depuis vingt-quatre ans, ce qui est proprement inimaginable. Les citoyens serbes du Kosovo sont soumis à des pressions et menacés par les forces du président serbe Vucic afin qu'ils ne participent pas aux élections. C'est extrêmement important pour nous que les prochaines élections puissent se dérouler en toute sécurité pour les candidats, ainsi que pour les électeurs.

Vous pensez avoir eu raison avant les autres? Nous n'avons jamais eu de doutes liés aux bouleversements géopolitiques à l'œuvre. Dès le premier jour [de l'invasion russe de l'Ukraine, ndr], nous nous sommes placés du bon côté de l'Histoire. Nous partageons pleinement les décisions des pays de l'Union européenne, des Etats-Unis ou des autres démocraties, non parce qu'on s'y sentirait forcés, non par cynisme, mais parce que cela coïncide avec nos propres croyances et avec nos valeurs. ■

MAIS ENCORE

Epstein s'est bien suicidé en prison, seul et sans surveillance
Le financier américain Jeffrey Epstein, décédé en prison à New York en 2019 avant d'être traduit en justice pour exploitation sexuelle de mineures, s'est bien suicidé à la suite d'une succession de «négligences» du personnel pénitentiaire, a conclu mardi la justice. L'influence du réseau d'Epstein aux Etats-Unis et en Europe a alimenté après sa mort nombre de théories complotistes sur un assassinat qui aurait été déguisé en suicide. (ATS)

Londres reconnaît le coût exorbitant des renvois vers le Rwanda
Le projet controversé de Londres d'envoyer des demandeurs d'asile vers le Rwanda coûtera 169 000 livres sterling (près de 200 000 francs) par personne. C'est ce qu'a reconnu mardi le gouvernement britannique. Cela inclut un paiement de 105 000 livres sterling au pays tiers, ainsi que le billet d'avion et les coûts administratifs. (ATS)

L'enregistrement audio qui affaiblit Donald Trump

ÉTATS-UNIS Inculpé par la justice fédérale pour avoir conservé des documents confidentiels qu'il était censé remettre aux Archives, l'ancien président semble contredire sa stratégie de défense dans un fichier diffusé lundi par CNN

VALÉRIE DE GRAFFENRIED
@vdegraffenried

Quand les ennuis tombent sur Donald Trump, ils arrivent rarement seuls. Dernier épisode en date: CNN vient de diffuser un enregistrement audio de 2 minutes dans lequel l'ex-président républicain, qui brigue à nouveau la Maison-Blanche, fait état des documents «hautement confidentiels» qu'il a conservés dans sa résidence de Mar-a-Lago. Cela alors qu'il a comparu le 13 juin devant un tribunal fédéral de Miami, inculpé de 37 chefs d'accusation, parmi lesquels la rétention illégale de documents secrets et l'obstruction aux efforts du gouvernement pour récupérer ces documents classifiés.

L'enregistrement diffusé lundi soir, que le *New York Times* a également obtenu, remonte à une interview accordée en juillet 2021, dans son Golf Club de Bedminster (New Jersey), à deux personnes travaillant sur les Mémoires de son ancien chef de cabinet, Mark Meadows. Dans l'extrait, Donald Trump confirme notamment avoir conservé des documents classifiés du Pentagone, concernant un supposé plan d'attaque contre l'Iran.

«Voici les documents», lâche à un moment Donald Trump, suggérant qu'il les a montrés à ses interlocuteurs. Voilà qui contredit ses propos de la semaine dernière: il a affirmé lors d'une interview accordée à Fox News n'avoir eu aucun document confidentiel en sa possession. «Il n'y avait rien, pas de documents à déclassifier. Il s'agissait d'articles de journaux et de magazines, des coupures de presse», relevait-il.

«Il a dit que je voulais attaquer l'Iran, n'est-ce pas incroyable?»

Dans l'enregistrement, Donald Trump réagit aux propos du chef d'état-major des armées, le général Mark Milley. Le *New Yorker* venait, six jours plus tôt, de faire état des inquiétudes de Mark Milley, qui redoutait que Donald Trump cherche à attaquer l'Iran entre sa non-réélection et la fin de sa présidence. Des accusations qui ont provoqué la fureur de ce dernier.

«Il a dit que je voulais attaquer l'Iran, n'est-ce pas incroyable?», répète Donald Trump dans l'enregistrement. Et d'affirmer que c'est au contraire le chef d'état-major des armées qui avait cette intention. «J'ai une grosse pile de papiers, cette chose vient juste d'apparaître. Regardez. C'était lui. Ils m'ont présenté ceci. C'est «off the record» [non officiel], mais c'était lui. C'était le Département de la défense et lui», entend-on, avec des bruissements de feuilles de papier. Donald Trump ajoute ensuite: «Déclassifiez-le. Vous

voyez, en tant que président, j'aurais pu le déclassifier. Maintenant, je ne peux plus, vous savez, mais cela reste un secret.» Rires dans la salle.

Quelle conséquence aura la diffusion de cet enregistrement? Pour Donald Trump, cela constitue surtout un dégât d'image supplémentaire. Cette fois, il ne pourra pas accuser de supposés journalistes malveillants de participer à une «chasse aux sorcières»: il fait face à ses propres aveux. Cela ne l'empêchera pas de donner dans la victimisation et de nourrir ainsi sa fidèle base électorale. Pour l'instant, le porte-parole de sa campagne, Steven Cheung, s'est contenté d'un communiqué sibyllin, qui précise que «l'enregistrement audio fournit un contexte qui prouve, une fois de plus, que le président Trump n'a rien fait de mal». Et d'ajouter qu'il «parlait de façon rhétorique et assez humoristique».

Le procureur spécial Jack Smith, chargé de deux enquêtes fédérales sur les accusations pesant sur Donald Trump à propos des documents secrets mais également de l'attaque du Capitole, y a, lui, déjà eu accès. L'enregistrement nourrit l'acte d'accusation, qui précise noir sur blanc que les personnes présentes à Bedminster ce jour de juillet 2021 ont reçu des informations classifiées sur des plans d'attaque contre l'Iran.

L'«exclusivité» de CNN n'apportera rien de neuf sur le plan de la justice. Elle permet par contre de se rendre compte de la nonchalance avec laquelle l'ex-président a fait état de plans secrets

L'«exclusivité» de CNN n'apportera donc rien de neuf sur le plan de la justice. Elle permet par contre de se rendre compte de la nonchalance avec laquelle l'ex-président fait état de plans secrets. A un moment, quand Donald Trump affirme que les documents qu'il montre sont confidentiels, sa collaboratrice déclare: «Maintenant, nous avons un problème.» Donald Trump, lui, continue sur sa lancée. «C'est trop cool», dit-il, avant de commander des Coca-Cola.

Contacté par la chaîne de télévision, le bureau du procureur spécial n'a fait aucun commentaire. Pour rappel, Donald Trump a plaidé non coupable pour les 37 chefs d'accusation qui pèsent sur lui, dont 31 relèvent de l'Espionage Act de 1917. Sans surprise, il s'est pressé de dénoncer un «abus de pouvoir odieux», s'estimant, une nouvelle fois, victime d'une «persécution politique». D'autres inculpations pourraient bientôt tomber. ■

PUBLICITÉ

Durabilité: participer au lieu de constater?



Sustainable Switzerland

Procurez-vous un ticket et participez à la discussion.



Sustainable Switzerland – une initiative de l'entreprise NZZ avec des partenaires leaders de l'économie et de la science.

BCG

BKW



la Mobilière



economie.ch



SAP



swisscom



UBS

EPFL

ETH zürich